

L'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

Mercredi
6 octobre 1976

No 540

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 57952

Nous avons confiance dans la République populaire de Chine

Le 1er octobre la République populaire de Chine a eu 27 ans et pour la première fois le président Mao n'était plus là. Les joyeuses célébrations des années précédentes ont été remplacées par des cérémonies de recueillement et d'étude à la mémoire du plus grand dirigeant révolutionnaire prolétarien de notre époque.

Le 1er Octobre 1949 c'est Mao Tsé-toung lui-même qui proclamait solennellement, du haut de la place Tien-an-men, la naissance de l'immense République populaire de Chine, et qui hissa le premier drapeau rouge à cinq étoiles. Ce fut le plus grand coup de tonnerre depuis la Révolution d'Octobre 1917 dirigée par Lénine.

La fondation de la République populaire de Chine dirigée par le Parti communiste chinois sonna le glas définitif du colonialisme : elle constitua un prodigieux encouragement pour les peuples et nations opprimés d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, et il n'est pas jusqu'à aujourd'hui de mouvement de libération nationale qui n'ait fait siennes des indications du président Mao : tels « *Le pouvoir est au bout du fusil* », « *La guerre populaire c'est la guerre des masses populaires* », « *Etre comme un poisson dans l'eau parmi les masses* », ou encore « *Compter sur ses propres forces* ».

Et pour la classe ouvrière et les communistes de France, comment oublier ce que signifia la naissance de cet Etat prolétarien fort de plusieurs centaines de millions d'hommes, alors que les espoirs nés de la guerre de libération nationale contre les hitlériens avaient été trahis par Thorez qui échangea les armes du prolétariat contre des fauteuils ministériels.

Certes, à l'époque, les dirigeants révisionnistes du PCF n'étaient pas encore démasqués, même si certains dirigeants de la Résistance, tel notre regretté camarade François Marty, s'opposèrent à la restitution des armes. C'est d'ailleurs en très grande partie le président Mao qui permit aux travailleurs révolutionnaires de France de prendre pleinement conscience de la trahison historique du PCF, lorsqu'il déclencha la lutte contre le révisionnisme moderne au sein du Mouvement communiste international.

Depuis lors, nous célébrons l'anniversaire de la République populaire de

(Suite p. 3)

Brejev en direct à la télévision française

UN SCANDALE ET UNE TRAHISON

Une « première » a lieu ce mardi sur les écrans de la télévision française : Brejev y parlera en direct. Pour la première fois en effet, le chef de file du social-impérialisme russe s'adressera directement à la population d'un pays occidental. Cette interview qui sera retransmise en Eurovision donnera le coup d'envoi d'une semaine

« d'amitié franco-soviétique » qui sera marqué par d'autres émissions de télévision.

Cette décision du gouvernement français est un scandale pur et simple. Elle va bien au delà des règles de la coexistence pacifique. C'est mettre la télévision au service de la propagande du social-impérialisme russe.

Elle contribuera à endormir la vigilance de notre peuple à l'égard des impérialistes russe.

Brejev, interviewé par Yves Mourousi, nous parlera de la « volonté de paix de l'URSS », de la « détente », « d'... amitié franco-soviétique », etc. Tout cela pour tenter de dissimuler la réali-

té des faits : le développement du potentiel militaire d'agression de l'URSS, l'expansion de sa flotte de guerre en Méditerranée et en mer du Nord, les violations des eaux territoriales de nombreux pays européens, de leurs espaces aériens, les activités d'espionnage.

(Suite p. 3)

LES TRAVAILLEURS N'ONT RIEN A ATTENDRE DE LA BOURGEOISIE

Le 23 septembre, le premier ministre Raymond Barre faisait connaître son plan capitaliste. Le 29, Giscard a fait son speech à la radio et à la télévision pour porter secours à son premier ministre. Lundi 4 octobre, à la veille du débat de l'Assemblée nationale, Barre revient à la charge dans une longue interview au journal « Le Monde » pour réexpliquer son plan.

Pourquoi donc tant d'acharnement, ce matraquage idéologique ?

D'une part, bien qu'il s'en défende, le gouvernement prépare sa campagne électorale. Utilisant sa démagogie habituelle, il essaie de faire croire que son plan est « le premier programme de lutte contre l'inflation qui comporte des mesures de justice sociale aussi étendues ».

Il essaie vainement — avec d'aussi pâles arguments — d'obtenir la paix sociale. Il s'inspire des gouvernements allemand ou britannique, où les sociaux-démocrates au pouvoir ont réussi à obtenir un certain consensus social, ce qui ne veut d'ailleurs nullement dire que les problèmes y sont résolus puisqu'il y a plus d'un million de chômeurs en RFA et en Grande-Bretagne. Dans aucun pays capitaliste la crise n'a été jugulée, et l'on a pu voir en France même — avec les

plans d'austérité précédents — que lorsque l'inflation diminue légèrement c'est le chômage qui augmente et vice versa.

D'autre part, la bourgeoisie dite de gauche est à l'offensive politiquement et cherche à utiliser cette situation pour dévoyer les masses — qui refusent de faire les frais de la crise — vers leur prétendue solution du « Programme commun » pour replâtrer le système capitaliste en faillite (voir article page 3).

Pas plus le plan Barre que le Programme commun n'offrent de garanties aux travailleurs.

Mais il y a encore un autre aspect qui pousse Barre à faire tant de tapage, c'est que l'UDR Chirac hausse le ton et désavoue la tactique adoptée par le gouvernement, l'UDR dit ouvertement que c'est la propagande électorale — en rivalité avec la fausse gauche — qui doit primer. Tous les bateleurs de la foire bourgeoise n'ont en fait plus que cela en tête. Pour chacun de ces clans il s'agit de préparer le terrain — chacun à sa manière — pour être en position de force au moment décisif.

Il est nécessaire pour les travailleurs de se dégager de l'emprise de tous ces marchands d'illusions et de rompre radicalement avec toutes ces organisations politiques

de la bourgeoisie, de compter avant tout sur leurs propres forces. Pour être fort, pour pouvoir lutter efficacement, il faut être organisé sur la base des intérêts

de classe du prolétariat. Le seul parti qui peut défendre jusqu'au bout les intérêts des plus exploités c'est le parti des prolétaires, le parti marxiste-léniniste.

(Suite p. 3)

COMMUNIQUE

Les secrétaires politiques des Comités de parti du PCMLF de la région parisienne, réunis pour fixer les formes de lutte des marxistes-léninistes lors de la journée du 7 octobre 1976, ont décidé :

1/ Qu'en accord avec la déclaration du Comité central en date du 1er octobre, la lutte contre le plan Barre ne sera pas limitée à la journée du 7 octobre. La grève déclenchée ce jour-là par les dirigeants confédéraux CGT, CFDT et FEN et les partis de l'Union de la gauche ne l'est que dans un but de récupération du légitime mécontentement des masses populaires et ne peut répondre aux intérêts des travailleurs.

Aussi le PCMLF appelle dans la région parisienne tous les militants marxistes-léninistes et ouvriers avancés à agir de manière offensive contre le plan Barre et contre le Programme commun, de manière continue et prolongée, dans toutes les entreprises et quartiers, avant le 7 octobre, le 7 octobre et les jours et semaines qui suivront.

2/ Lors de la manifestation prévue pour le 7 octobre, de la Nation à République, les marxistes-

léninistes et ouvriers avancés s'efforceront de se placer à la tête des masses, dans leurs sections syndicales respectives, et s'opposeront aux mots d'ordre des révisionnistes et des réformistes en lançant les mots d'ordre du PCMLF :

- « Non au blocage des salaires ! »
- « A bas les impôts bourgeois ! »
- « Santé gratuite pour tous les travailleurs ! »
- « Pas un seul licenciement ! A bas le chômage ! »
- « Unité ouvriers-petits paysans ! »
- « Travailleurs français-immigrés, même patron même combat ! »
- « Soutien aux grévistes de la Sonacotra ! »
- « Femmes et jeunes tous unis ! »
- « Les travailleurs ne paieront pas la crise ! »
- « Ni plan Barre, ni Programme commun ! »
- « Union, action, révolution ! »
- « Une seule solution, la révolution ! »

3/ Quant aux autres militants marxistes-léninistes ils sont appelés à soutenir concrètement leurs camarades.

POUR S'OPPOSER
A DES MESURES
DE CHOMAGE
PARTIEL

LES OUVRIERS DE SACILOR SEQUESTRENT LEURS PATRONS

Récemment la direction de l'usine Sacilor d'Hagondange, Moselle, décidait de mettre en chômage pour une durée indéterminée 2 400 ouvriers de l'usine. Elle invoquait pour se dédouaner et pour diviser entre eux les travailleurs une grève bouchon entreprise depuis le 28 septembre par les 80 ouvriers du service finissage des laminaires. Elle espérait bien en fait contraindre les travailleurs du finissage à mettre un terme à leur lutte en utilisant comme pression contre eux tout le reste de l'usine.

Autant dire que cette manœuvre crapuleuse s'est soldée par un retentissant fiasco pour les patrons de Sacilor. Puisque, loin de marcher dans la combine, les ouvriers touchés par cette mesure de chômage ont au contraire engagé dès lundi la lutte contre la direction du trust.

(Suite p. 3)

PORTUGAL
ABROGATION DE LA LOI
SUR L'UNICITÉ SYNDICALE

Le gouvernement portugais, cédant en l'occurrence à une vigoureuse pression des travailleurs, vient de décider l'abrogation du décret-loi d'avril 1975, créant une centrale syndicale unique et un seul syndicat par secteur d'activité dans le pays.

Ce texte, adopté par le gouvernement pro-soviétique de Vasco Gonçalves, avait permis au PCP de s'arroger tous les leviers de commande de l'appareil de la centrale syndicale unique. L'«intersyndicale» qui vient d'être dissoute était en fait un instrument de pression et de manipulation dirigé contre la classe ouvrière portugaise. A plusieurs reprises et dans de nombreux secteurs, les ouvriers portugais en lutte s'étaient opposés frontalement aux manœuvres des bureaucrates révisionnistes de l'intersyndicale. La préparation du congrès du mouvement syndical portugais qui doit se tenir en novembre prochain avait encore révélé la revendication grandissante des travailleurs de refuser l'encadrement bureaucratique de l'intersyndicale au service des ambitions du parti révisionniste d'Alvaro Cunhal.

C'est dans la lutte de classe contre la bourgeoisie portugaise de «droite» comme de «gauche» que les travailleurs portugais forgeront la véritable et nécessaire unité syndicale au service de leur combat révolutionnaire.



RFA

Difficultés grandissantes
pour la social-démocratie

Dans un commentaire acerbe, Strauss, leader des Démocrates chrétiens allemands (CDU/CSU), affirme que c'est «les deux yeux pochés au beurre noir et en se traînant sur des béquilles» que son rival Schmidt se maintient au pouvoir. C'est en effet d'une très courte tête que la coalition formée par le parti social-démocrate et le parti libéral a remporté les élections législatives qui avaient lieu ce week-end. Ils ne disposent à la première chambre, le Bundestag, que d'une majorité extrêmement mince de quelques sièges, alors que leurs rivaux démocrates chrétiens disposent déjà de la majorité à la seconde chambre. Si contrairement à ses compères de la social-démocratie suédoise, le chancelier Schmidt garde donc le pouvoir, il n'en est pourtant pas moins dans une position très acrobatique alors que la conjoncture tant intérieure qu'internationale est pour lui fort délicate. La spéculation à la hausse du mark se développe constamment mais une nouvelle réévaluation mettrait les monopoles allemands en grande difficulté pour exporter leurs produits. La classe ouvrière ouest-allemande est de moins en moins dupe des illusions de la «cogestion» dont 900 000 chômeurs font actuellement les frais.

La politique de «détente à l'Est» l'«Ostpolitik» chère à Willy Brandt, rencontre de plus en plus d'opposants parmi le peuple allemand conscient de la menace grandissante que l'URSS fait peser aux frontières orientales. Moscou avait d'ailleurs publiquement pris position avant les élections en faveur du chancelier Schmidt qui a déjà donné plusieurs gages de satisfaction aux soviétiques.

Enfin la répression politique de plus en plus ouverte à laquelle la bourgeoisie ouest-allemande est obligée de recourir pour maintenir sa domination sur les travailleurs allemands soulève une opposition grandissante dans le pays. L'article que nous publions ci-contre témoigne que le «miracle allemand», pas plus que le «miracle suédois» ne saurait tromper longtemps la classe ouvrière et le peuple. Ceux-ci, se détournant des sirènes bourgeoises, qu'elles parlent de «socialisme» comme Schmidt ou de «liberté» comme Strauss, ne peuvent que se montrer de plus en plus sensibles aux explications et aux propositions de nos camarades du Parti communiste marxiste-léniniste d'Allemagne (KPD ml) dont nous publions les commentaires sur ces élections dès qu'ils nous parviendront.

LE VRAI VISAGE
DE LA COGESTION

La République fédérale d'Allemagne n'est pas épargnée par la crise qui secoue actuellement tous les pays capitalistes. La réalité sociale y est, quant au fond, la même qu'en France. Certes, le capitalisme en RFA se porte, sous certains aspects, mieux que le capitalisme français. Mais c'est parce que la bourgeoisie ouest-allemande profite de certains avantages dans ses efforts de pousser jusqu'au maximum l'exploitation et l'oppression des masses travailleuses.

Dans tous les pays capitalistes, la bourgeoisie utilise des agents au sein du mouvement ouvrier pour saboter les luttes que mène la classe ouvrière. En RFA, la collaboration de classe mise en œuvre depuis longtemps par les sociaux-démocrates, est un pilier particulièrement important pour la domination de la bourgeoisie. Le parti social-démocrate, le SPD, prétend œuvrer pour la réalisation du socialisme. Les dirigeants de la fédération syndicale unique, la DGB, le soutiennent active-

ment : ils propagent l'idée que par la mise en place de la cogestion les travailleurs participent au pouvoir. En réalité, depuis qu'il est au gouvernement, le SPD a appliqué une politique au service de la bourgeoisie monopoliste. Et le droit de regard que prétend donner aux ouvriers la cogestion ne permet nullement à ceux-ci d'agir sur les affaires de l'économie ; en fait la cogestion ne sert que de tremplin à quelques ouvriers corrompus qui aspirent à devenir des politiciens ou des gestionnaires au service de la bourgeoisie.

De part et d'autre on veut nous faire croire que les travailleurs allemands sont contents de leur gouvernement, et de leur situation. Les grèves, les manifestations, les luttes des masses populaires qui se développent, en RFA aussi, attestent le contraire.

Mais la bourgeoisie ouest-allemande sait que les travailleurs, en fin de compte, perceront à jour le caractère trompeur des différentes réformes tant vantées. C'est pourquoi elle se dote de moyens de répression puissants. L'armée est entraînée pour la guerre civile, la police dispose d'une large panoplie d'armes de guerre, la législation contient des dispositions de caractère ouvertement fasciste.

La propagande bourgeoise prétend que la population approuve tout cela, puisque soi-disant c'est pour son propre bien. On nous dit que les gens font confiance à la police, que personne ne s'étonne de sa présence dans la rue ; pourtant, bien souvent, elle se ramène avec des voitures blindées. Ce n'est pas vrai que ces forces de répression sont au service du peuple. Elles tuent des innocents, elles torturent dans les prisons où sont jetés nombre de prisonniers politiques, elles protègent les capitalistes contre les travailleurs en lutte.

Le PCF pour tromper les gens, attise la haine contre le peuple allemand. Tout en faisant semblant de dénoncer la politique fasciste qu déploie le gouvernement ouest-allemand, il veut nous faire croire que la popula-

tion se fait complice des forces réactionnaires. Il s'agit de mensonges. Hitler ne représentait pas le peuple allemand, mais la bourgeoisie monopoliste qui ne recule devant rien dans sa recherche du profit. De même aujourd'hui, le gouvernement ouest-allemand, que ce soient les partis de droite (CDU/CSU) ou les sociaux-démocrates, représente uniquement cette même bourgeoisie monopoliste. Il réussit dans une certaine mesure à tromper les gens par les mensonges et la démagogie. Mais fondamentalement, les masses travailleuses se trouvent en opposition irréconciliable avec la bourgeoisie qui les exploite et opprime, et par la force des choses, elles prendront conscience de cette réalité.

C'est entre autres, les faux communistes du DKP (le parti communiste révisionniste), relayés par le PCF, qui diffusent cette image falsifiée du peuple allemand. A en croire leurs descriptions, en RFA il n'y a que les membres de leur parti qui s'opposent au gouvernement et sont frappés par la répression. C'est qu'ils ont des arrière-pensées. En effet, la situation mondiale actuelle est caractérisée par la rivalité entre les deux superpuissances USA et URSS qui se disputent la domination du monde. En URSS, depuis que Khrouchtchev et Brejnev y

ont restauré le capitalisme, la nouvelle bourgeoisie a mis en place une dictature ouverte de type fasciste. Elle a soumis à sa domination l'Europe de l'Est (et notamment la RDA), et se prépare à envahir l'Europe de l'Ouest. Par leur propagande mensongère, les faux communistes du DKP et du PCF servent d'instrument aux visées sociales-impérialistes de l'URSS. Par une diversion, ils veulent dissimuler le véritable danger qui menace l'Europe, et ils tentent de semer la division parmi les peuples européens. Cependant, ceux-ci déjoueront les complots des deux superpuissances, à condition d'être conscients et unis.

Un lecteur

Souvenirs photographiques
du président Mao

«Ce monde est autant le vôtre que le nôtre. Mais au fond, c'est à vous qu'il appartient. Vous les jeunes, vous êtes dynamiques, en plein épanouissement, comme le soleil à huit ou neuf heures du matin. C'est en vous que réside l'espoir.»

La confiance que le président Mao plaçait dans la jeunesse ne sera pas inutile. Ce sont des millions de continuateurs de son œuvre révolutionnaire qui se lèvent en Chine. Ci-dessous à gauche : le président Mao converse amicalement avec deux petits «diables rouges» de la 8e armée de route, à Yen-an en 1939. Ci-dessous à droite : le président Mao avec les élèves et les professeurs de l'école de Chaochan en 1959.



PÉKIN INFORMATION
1 an — 52 Nos — 21,00 F

nouvelles intérieures

Les ouvriers de Sacilor sequestrent leurs patrons

(Suite de la p. 1)

Et quatre heures durant, lundi après-midi, les ouvriers ont séquestré trois membres de la direction de l'usine d'Hagondange.

Montés à 14 heures dans les bureaux de la direction, les ouvriers n'ont consenti à en laisser sortir leurs grasseouilles occupants qu'à 18 heures. Après quoi ils ont poursuivi l'occupation de ces bureaux.

Dés lundi à 16 heures, la production de l'usine était réduite de 20 %. Mardi, cinq haut fourneaux devaient être mis en veilleuse. Et il était prévu qu'aujourd'hui mercredi les 13 000 ouvriers des usines Sacilor de Gandrange et de Rombas se mettraient en grève et qu'ils entreprendraient l'après-midi une marche sur les bureaux de l'usine d'Hagondange. A suivre, sans aucun doute !

**ACHETEZ
TOUJOURS
L'HUMANITE
ROUGE
DANS LE MEME
KIOSQUE**

Brejnev en direct à la télévision française

Un scandale et une trahison

(Suite de la p. 1)

Brejnev, dont les troupes occupent de nombreux pays de l'Europe de l'Est, qui en URSS fait régner une dictature fasciste contre le peuple, aura le sourire aux lèvres et parlera d'«amitié». Les marins pêcheurs bretons dont un grand nombre est acculé à la ruine par le pillage effectué par la flotte de pêche russe savent déjà ce qu'est cette «amitié».

En invitant Brejnev à déverser ses mensonges, le gouvernement de Giscard d'Estaing, le gouvernement des capitalistes français agit à la façon des gouvernements capitalistes vis-à-vis d'Hitler à la veille de la seconde guerre mondiale : il agit selon l'esprit de Munich. Le gouvernement français croit qu'en faisant des concessions à Brejnev, il pourra écarter la menace de l'URSS. En réalité, il ne fait que renforcer les prétentions de l'URSS, l'encourager dans sa politique d'expansion et de préparatifs de guerre. Sans doute également, les capitalistes français en agissant ainsi envers le social-impérialisme russe, espèrent-ils en tirer quelques avantages. Alors que leur économie traverse une crise profonde, ils espè-

rent pouvoir réaliser de fructueux profits en obtenant des accords économiques. Le profit, voilà ce qui les guide ! Le social-impérialisme est gagnant sur tous les tableaux dans ce jeu si-nistre. La coopération économique n'est pour lui qu'un moyen de faire participer les capitalistes occidentaux à ses préparatifs de guerre, au développement de son économie militarisée.

La présence de Brejnev à la télévision française est une conséquence et une mise en application de la Conférence d'Helsinki. Par celle-ci, le social-impérialisme russe a voulu endormir l'opinion publique européenne en faisant croire à une prétendue détente en Europe. Depuis que cette conférence a eu lieu, il y a un an, l'URSS n'a cessé de développer ses préparatifs de guerre, de multiplier les explosions nucléaires, d'intervenir à l'extérieur. Depuis cette conférence, l'URSS est intervenue en Angola pour en faire une néo-colonie. Elle a mis à profit le climat de démobilisation créé par cette conférence de l'insécurité.

L'URSS a utilisé cette

conférence pour développer sa pénétration politique et sa subversion en Europe de l'Ouest. Sous le couvert de la «libre circulation des hommes et des idées» qui est à sens unique, elle a développé la pénétration des espions soviétiques en Europe de l'Ouest, ainsi que sa propagande. En participant à cette conférence, le gouvernement français a largement contribué à faciliter tout ceci.

Tandis que Brejnev parlera à la télévision française, Mireille Mathieu donnera un récital au Bolchoï : c'est là une illustration de l'esprit de la conférence d'Helsinki et de la prétendue «libre circulation des hommes et des idées», une farce dangereuse.

Dans tout cela, les intérêts des travailleurs, du peuple de France, sont absents du début à la fin. Leur place est aux côtés des ouvriers soviétiques, polonais, tchécoslovaques en lutte contre l'oppression fasciste.

Puisque Brejnev doit venir en France prochainement sur l'invitation du gouvernement français, les marxistes-léninistes et le peuple de France le lui feront savoir à leur façon.

Au lycée Arc-de-Meyran d'Aix en Provence

BILAN D'UNE RENTREE

Une lycéenne tuée, une autre dans le coma, trois blessés

L'Arc-de-Meyran, c'est le nouveau lycée d'Aix-en-Provence, au bord de l'autoroute de Marseille. Pour protéger les 2 000 lycéens, un grillage entre l'autoroute et l'entrée du lycée. Un bahut tout neuf... où on est entassés à 40 par classe... mais par contre, à l'entrée, un «truc» rond et blanc qui est, paraît-il, une «œuvre d'art» et qui a coûté 1 % du prix total du lycée.

Au début de l'année, un seul bus pour assurer le transport, alors que des dizaines de lycéens attendaient pour rentrer chez eux. Vraiment... la bourgeoisie a tout prévu : des murs, un proviseur réactionnaire... Mais la sécurité des lycéens, ça ne l'intéresse pas : ce n'est pas profitable. Alors, en cinq jours : une lycéenne tuée par une voiture, une autre dans le coma, et trois autres blessés ! Pas étonnant quand on sait qu'il n'y a rien pour assurer la sécurité à la sortie du lycée alors que la sortie de l'autoroute est à 50 mètres.

La bourgeoisie préfère les «œuvres d'art», les discours d'un proviseur soucieux de la «bonne tenue» de son établissement, à notre vie. Il faut arrêter ses crimes !

Le samedi 2 octobre, à l'appel de parents d'élèves, d'organisations syndicales d'enseignants et du cercle d'Aix-en-Provence de la Jeunesse communiste marxiste-léniniste de France, a eu lieu un rassemblement devant le lycée. Un millier de personnes, parmi lesquelles des lycéens, des collégiens, des professeurs et des parents d'élèves, se sont dirigées vers deux carrefours importants qu'elles ont bloqué de midi à midi et demie pour protester contre l'état d'insécurité dans lequel la bourgeoisie maintient en toute conscience les lycéens d'Arc-de-Meyran.

Les manifestants ont également exigé que soient prises des mesures pour empêcher que de tels «accidents» se reproduisent. Ils ont notamment demandé la construction d'une passerelle, d'une piste cyclable et d'un échangeur à la sortie de l'autoroute. Toutes choses que la bourgeoisie ne cesse de promettre depuis 4 ans, mais qui ne viennent jamais !

En matière de sécurité non plus, nous n'avons rien à attendre des élus de la

bourgeoisie. Seule notre lutte paiera.

A bas le capitalisme assas-sin ! A bas l'école du capital !

Le cercle d'Aix-en-Provence de la JCMLF

Suite de l'éditorial

Chine non seulement comme celui d'un puissant État de dictature prolétarienne, mais aussi comme l'anniversaire de la grande base rouge du marxisme-léninisme contre le révisionnisme moderne ayant le révisionnisme soviétique comme centre.

Aussi aujourd'hui avec la disparition cruelle du camarade Mao Tsé-toung, les marxistes-léninistes soutiennent-ils avec plus de détermination que jamais le parti communiste chinois dirigé par son Comité central dans la lutte qu'il mène pour poursuivre la révolution, combattre le révisionnisme notamment à l'heure actuelle Teng Siao-ping et la déviation de droite opposée aux conclusions justes de la Révolution culturelle.

Les révisionnistes modernes de leur côté multiplient les manœuvres contre la République populaire de Chine. Ne voilà-t-il pas qu'ils se présentent comme de «grands amis du peuple chinois» ? La vérité c'est qu'ils nourrissent des espoirs de voir le révisionnisme remplacer le marxisme-léninisme et la bourgeoisie au sein du parti, usurper la direction du parti et du pays, comme elle le fit en URSS à la mort de Staline.

En mettant l'accent sur l'étude par les ouvriers et les paysans pauvres et moyens-pauvres de la pensée-maotse-toung le Comité central du Parti communiste chinois persiste dans la voie qui consiste à s'appuyer sur les masses populaires pour faire la révolution. La plus solide muraille contre les attaques du révisionnisme moderne à l'intérieur et à l'extérieur du pays c'est la classe ouvrière et la paysannerie pauvre qui la constituent.

C'est le sens de cette grande causerie organisée à la tribune de la place Tien-an-men avec des délégués de l'industrie, de l'agriculture, de l'armée, de l'enseignement et du commerce de Pékin, l'occasion de la fête nationale.

Le grand mouvement d'étude de la pensée-maotse-toung en cours parmi les masses révolutionnaires en Chine doit nous donner confiance dans l'avenir de la dictature du prolétariat en Chine.

Vive le 27e anniversaire de la République populaire de Chine !

LES MARCHANDS DE PROMESSES

Que cherchent les dirigeants des partis de l'Union de la gauche en partant en croisade contre le plan Barre ? Pourquoi ont-ils tenu à être présents en tant que tels à la manifestation du 7 octobre ? Est-ce parce qu'ils se soucient des conséquences qu'a le plan Barre sur les conditions de vie des travailleurs de notre pays ?

Si c'était le cas ils n'auraient pas calomnié, agressé, tenté par tous les moyens de saboter des luttes qui durent depuis des mois contre le chômage, la misère, que ce soit dans les foyers Sonacotra, à Lip, à l'IMRO et dans bien d'autres endroits. Ces gens-là se moquent comme de leur première chemise des intérêts des travailleurs.

Leur seul objectif est de chercher à récupérer la colère des masses populaires contre le plan Barre à des fins électorales. Ils veulent faire croire qu'avec eux au gouvernement les choses iraient différemment, qu'il n'y aurait plus d'inflation, de chômage. Comme le font tous les partis bourgeois à l'approche des élections, ils veulent exploiter le mécontentement, ils multiplient les promesses.

Mais regardons les faits.

D'abord du côté du Parti socialiste. Écoutons ces commentaires de Mitterrand : «L'inflation est un grand mal. Le rôle du Parti socialiste ne sera jamais de pratiquer la politique du pire car elle nuirait à l'intérêt gé-

néral, en particulier à l'intérêt des travailleurs. Ce qu'il convient maintenant de faire, c'est préciser exactement là où il faut dire "c'est bien", là où il faut dire "c'est mal".» Derrière ces propos aimables se cache cette réalité : si Mitterrand était au pouvoir, il n'agirait qu'avec un seul objectif : faire payer les travailleurs. Et si l'on regarde aujourd'hui vers les pays où les socialistes sont au gouvernement, comme en Allemagne, ils n'agissent pas différemment. Jacques Attali qui est l'un des économistes en vogue du PS déclarait il y a un an que pour faire face à la crise, il fallait développer certaines entreprises multinationales françaises «par exemple l'industrie alimentaire, les biens d'équipement, l'électronique, l'aviation, les services». Il ajoutait : «Développer de tels secteurs industriels à un niveau mondial exige une politique très active, c'est-à-dire l'acceptation pour un temps du déficit budgétaire (à cause du coût des prêts et des participations de l'État) et du déficit extérieur (à cause des importations d'équipements).»

Il s'agit donc de financer particulièrement certains monopoles capitalistes. Et qui devra en faire les frais ? Les travailleurs comme aujourd'hui.

Quant aux dirigeants du PCF, ils cherchent à apparaître comme les champions de la lutte contre le plan Barre et déclarent qu'avec le Programme commun l'inflation disparaîtrait. Si on devait les croire avec les nationalisations il n'y aurait plus ni chômage ni inflation. Mais là encore il suffit de regarder autour de soi : en Pologne par exemple. Est-ce que les nationalisations ont empêché le gouvernement d'annoncer des hausses de prix vertigineuses ?

Ils parlent fort du blocage des salaires mais qu'est-ce que leur «échelle mobile des salaires» sinon un blocage déguisé ?

Ils parlent de justice mais sont les partisans acharnés de la hiérarchie des salaires et promettent aux cadres qu'ils conserveront tous leurs privilèges et joueront un rôle plus grand dans la direction des entreprises.

En vérité les partis de l'Union de la gauche, peu avarés en promesses, ne visent qu'un but : prendre la place des partis bourgeois actuellement au pouvoir.

Quant les dirigeants du PCF vantent tant les nationalisations c'est dans un but et un seul : que de nouveaux exploités de «gauche» tirent partie de l'exploitation des travailleurs.

Ni les uns ni les autres ne veulent en finir avec le capitalisme. Ils veulent simplement en repeindre la façade.



RESTRUCTURATION DANS L'INFORMATIQUE

La société Franlab, filiale à 100 % de l'Institut français du pétrole, est en train d'être dépecée. Franlab est une société qui fait des calculs scientifiques pour diverses autres sociétés avec l'aide de 2 énormes ordinateurs Control Data.

BREF HISTORIQUE

En février, le PDG Jacquard quitte Franlab pour le CEA et est remplacé par Allègre, ex-délégué général à l'informatique. En un mois la situation financière de Franlab devient tout à coup catastrophique, comme par enchantement. Il devient urgent, paraît-il, de trouver un partenaire.

Que s'est-il donc passé ?

Un des gros clients de Franlab est Framatome. Framatome, c'est la société qui construit les centrales nucléaires pour EDF. C'est aussi la réunion de Creusot-Loire (Empain Schneider) Westinghouse, et le CEA.

Framatome, en tant que gros client, fait louer un gros ordinateur par Franlab. Puis elle annonce récemment qu'elle ne fera plus faire ses calculs par Franlab. Comme le hasard fait toujours bien les choses, un autre client de Franlab prévoit d'acheter un ordinateur pour faire ses travaux tout seul. Le plus curieux, c'est que ce client n'est autre que Technip, filiale comme Franlab de l'Institut français du pétrole (IFP).

Depuis août 76, le CEA est actionnaire de Framatome. Or le CEA a une filiale informatique, la CISI. La boucle est donc bouclée : on va marier Franlab (IFP) avec la CISI (CEA).

Mais c'est comme dans un bœuf. Il y a les morceaux de choix et les bas morceaux. Dans Franlab, ce qui est intéressant pour Framatome, c'est la partie opérationnelle, c'est l'ordinateur et les salariés qui savent le faire tourner. Les autres parties ne l'intéressent pas. C'est le cas des services Etudes et Travaux à façon.

Le processus se met donc en route, avec une étape en Sologne au cours de laquelle les dirigeants discutent au calme. On est en août, le personnel est en partie en vacances, la période idéale.

LA RENTRÉE

Les salariés découvrent petit à petit la machination dont ils feront les frais. Et ils commencent à s'organiser sous l'impulsion de la section CFDT. Une section CGT existe, mais faible. Ils apprennent ainsi que la CISI est elle-même en train de

se réorganiser, ayant mal digéré l'absorption 3 ans auparavant d'une autre société d'informatique la SIA. Ils apprennent que le statut du personnel y est moins avantageux qu'à Franlab et que même, on licencie déjà dans une filiale de la dite CISI.

Le 17 septembre, une assemblée générale du personnel est convoquée par les sections CFDT et CGT. La présence est massive, tellement massive que même le directeur veut y assister. Il sera prié poliment mais fermement de s'en aller.

L'AG se prononcera alors sur divers points : refus de la fusion, dans ces conditions ; négociations pour des garanties écrites d'emploi et de salaire quoi qu'il arrive ; intervention du cabinet d'expert-comptable Syndex pour tenter de percer le mystère du naufrage financier.

DEUX POSITIONS EN PRÉSENCE.

Du côté de l'Institut français du pétrole, maison mère, les sections syndicales CFDT et CGT ont réagi. Il faut ajouter que les locaux sont les mêmes, ce qui fait que les personnels se côtoient tous les jours.

La section CFDT de l'IFP soutient les revendications du personnel de Franlab.

Les sections CGT (cadres et non-cadres), dans deux tracts consécutifs, n'avaient comme seul mot d'ordre que « Non au démantèlement » et consacrent peu de lignes aux problèmes

concrets du personnel (salaire et emploi). Ils disent qu'il est illusoire de se battre sur les garanties réclamées par le personnel. L'argument est qu'on ne l'aura pas et que c'est accepter le démantèlement. Cette position existe dans les rangs de la CFDT aussi, mais est minoritaire en ce moment.

Il faut se rendre compte que si en apparence le mot d'ordre « Non au démantèlement » semble défendre le personnel, en réalité, il le laisse de côté. Car cela signifie très concrètement que l'on tient compte en premier lieu des intérêts de l'entreprise capitaliste, que pour le personnel les questions très pratiques et quotidiennes (emploi et salaires) sont secondaires.

Or la mobilisation du personnel menacé de Franlab se fait sur ces questions très précises, qu'il ne considère pas du tout comme secondaires. La position CGT (qui est en fait celle du PCF) revient à défendre la boîte en tant que telle, c'est-à-dire une boîte qui peut être rentable, quitte à laisser de côté le personnel.

LA GREVE EST DÉCLANCHÉE

Le 30 septembre, le personnel de Franlab se met en grève l'après-midi et les syndicats de l'IFP appellent le personnel à une assemblée d'information. Si quasiment tout Franlab est là, environ 300 personnes de l'IFP ont fait le déplacement.

Après les explications de Franlab sur la situation, celles des organisations syndi-

cales, la question des moyens à mettre en œuvre est posée car la direction de Franlab refuse naturellement toute discussion.

Après l'intervention d'un délégué CGT-PCF sur le 7 octobre dans l'indifférence générale, après l'intervention d'une syndiquée CFDT (ex-PCF) proposant une motion qui est vite évacuée, une non-syndiquée demande si le personnel IFP est prêt à soutenir les collègues de Franlab pour l'occupation de la salle des ordinateurs jusqu'à la séquestration du PDG.

Là, très vite, un délégué CGT-PCF dira tout net qu'ils ne s'associeront pas à de telles pratiques. Ça a au moins le mérite d'être clair.

Mais si le personnel de Franlab a envisagé l'occupation de la salle des ordinateurs, il ne l'a pas décidé et cette indécision va faire tourner court l'AG commune car le personnel IFP et surtout les autres dirigeants syndicaux ne veulent pas s'engager dans un soutien inconditionnel. Ça ne s'est jamais fait dans la maison.

Le personnel de Franlab continue donc son AG seul pour prendre une décision. La grève est reconduite et une grande imagination dans les possibilités techniques de bloquer l'ordinateur est apparue (dont on ne peut pas encore parler). Comme le sens de l'humour ne perd heureusement pas ses droits le tract appelant à reconduire la grève sera imprimé par l'ordinateur.

(A suivre)
Correspondant HR

la France des luttes

LES POINGS SE DRESSENT A SAINT-BRIEUC

Depuis une quinzaine de jours, des mouvements de grève ont lieu dans trois entreprises de Saint-Brieuc.

Dans les entreprises de salaisons, Stalaven, des débrayages quotidiens ont lieu depuis une quinzaine de

jours, puis mercredi 29 septembre. Les travailleurs de ce grand magasin revendiquent : pas de salaires inférieurs à 2 000 F, et augmentation uniforme des salaires de 500 F. Les travailleurs en grève ont commencé la po-



Du 10 mars au 8 mai 1972, pendant toute la durée de leur grande grève, les travailleurs du Joint-Français reçurent le soutien actif des ouvriers, des paysans, des étudiants et des lycéens de la région. Sur notre photo : des paysans amenaient du ravitaillement aux grévistes. (Photo APL).

jours pour obtenir des augmentations de salaires.

Aux Nouvelles Galeries, le personnel est en grève de-

pularisation de leur lutte.

Au Joint-Français, où en 1972 les travailleurs avaient obtenu une victoire après deux mois d'une lutte exemplaire, les travailleurs ont organisé des débrayages quotidiens d'une demi-heure. Et depuis mercredi dernier, la moitié des ouvriers et des ouvrières sont en grève reconductible chaque jour. Les travailleurs luttent pour des augmentations de salaires.

Le 30 septembre, 300 ouvriers du Joint ont manifesté dans les rues de Saint-Brieuc en scandant : « CGE paiera, Joint-Français vaincra ! ». Ils ont été rejoints au centre-ville par les travailleurs des Nouvelles Galeries. La manifestation s'est alors poursuivie aux cris de : « Joint-Français, Stalaven, Nouvelles Galeries, solidarité ! »

Le climat social se dégrade, disent les patrons briochins. Mais pour notre part, nous disons plutôt qu'à Saint-Brieuc, le climat social est au beau fixe !

Un lecteur

Contre les licenciements et pour le respect des avantages acquis

Les travailleurs d'AREA poursuivent leurs actions sur les routes de l'Isère

Depuis plusieurs mois, les travailleurs de la Société des autoroutes Rhône-Alpes, AREA, luttent pour le maintien des avantages qu'ils ont acquis depuis 4 ans et contre les licenciements qui menacent 950 d'entre eux. Le 19 septembre, plusieurs centaines de travailleurs de l'AREA avaient eu à subir la brutalité des CRS intervenant pour les chasser de grands axes routiers qu'ils occupaient depuis 12 jours.

Le 29 septembre, les travailleurs de l'AREA organisaient à nouveau une grande manifestation à la Gâche et bloquaient la circulation dans ce secteur où la circulation est intense entre la Savoie et l'Isère. Des engins de terrassement dont les pneus avaient été dégonflés étaient placés en travers de la RN. 90, tandis que des tonnes de gravier

étaient déversées sur la chaussée. A nouveau, craignant qu'ils occupent pendant plusieurs jours ce grand axe routier, le préfet de l'Isère faisait donner ses flics contre les travailleurs. Et c'est sous la protection des gendarmes mobiles que les pompiers de Grenoble devaient évacuer les engins de terrassement en utilisant une puissante grue.

Et, selon le Dauphiné libéré du 30 septembre 1976, le préfet de l'Isère de constater « avec étonnement et tristesse que ces salariés, se réclamant par ailleurs de syndicats qui se veulent responsables, n'ont pas hésité en outre à endommager gravement leur propre outil de travail, acte que le préfet n'avait jamais vu jusqu'alors au cours de sa carrière ». Preuve, M. le préfet, que ce n'est pas demain la veille que les directions syndicales



Les travailleurs avaient amené des engins pour barrer la RN. 90. A nouveau les flics sont intervenus.

bourgeoises, réformistes et révisionnistes, parviendront à faire oublier aux ouvriers ou se situent leurs intérêts de classe ! Preuve aussi que ce n'est demain la veille que le faux Parti communiste de Georges Marchais parviendra à faire prendre les machines pour « le propre outil de travail » des ouvriers, et les

usines pour « le potentiel économique » de la nation, en dépit des efforts que ce parti déploie pour y arriver ! Preuve enfin que ce n'est pas demain la veille que des ouvriers en grève hésiteront à dégonfler les pneus d'engins de terrassement s'ils estiment que cela peut les aider dans leur lutte.



CEG de Cancale (Ille et Villaine)

INAUGURATION HOULEUSE AVEC LE MINISTRE DE "L'ÉCOLE DE LEUR REVE"

C'est avec ces mots que Ouest-France a présenté l'inauguration par les ministres Haby et Bourges du Collège d'enseignement général de Cancale en Ille-et-Vilaine le lundi 27 septembre : «Expérience réussie de ce que sera l'école du futur», «modèle de la concertation autorités-enseignants-parents-élèves», c'est avec ces paroles que Haby a cherché à faire oublier les véritables conditions dans lesquelles s'est faite la rentrée scolaire (classes surchargées, locaux vétustes, des milliers de maîtres-auxiliaires au chômage, des dépenses toujours plus lourdes pour les travailleurs, etc.). Le ministre Haby peut affirmer sans sourcilier que ce CEG construit pour 300 élèves n'en accueillera «volontairement» (!) que 250 alors qu'au même moment rien qu'en Ille-et-Vilaine 6 écoles sont occupées par des parents d'élèves protestant contre les classes surchargées. Cette manœuvre gouvernementale ne s'est certes pas déroulée sans riposte et il lui a fallu la protection des forces de répression venues en grand nombre. Cette «protection» n'aurait cependant pas suffi à contenir les enseignants et parents d'élèves venus manifester si les dirigeants réactionnaires et révisionnistes des syndicats affiliés à la FEN (Fédération de l'éducation nationale) n'avaient joué leur rôle. Après avoir rejoint par pur souci électoral et non sans hésitation le mot d'ordre de grève décidé au départ par les sections SGEN-CFDT du secteur de Saint-Malo, Dinard, Cancale et Dol-de-Bretagne, le PCF et autres réactionnaires à la tête du SNI, du SNES ou de la Fédération des parents d'élèves Cornec ont tout fait pour restreindre le mouvement à des mots d'ordre uniquement corporatistes tout en pratiquant la récupération électorale pour l'Union de la gauche.

C'est ainsi que l'on a pu voir une militante du faux parti communiste venue diffuser un tract de la section locale du

PCF porter une banderole avec l'inscription «De la musique avant toute chose» (!). Venus à la manifestation en nombre infime (beaucoup de leurs adhérents n'avaient pas fait grève), tous ces propagandistes du Programme commun se sont opposés à la détermination des manifestants désirant forcer le barrage de police pour arriver jusqu'au CEG mais ont paradé avec leurs banderoles devant les photographes et journalistes pour s'approprier la paternité de la manifestation.

Enfin, ne reculant devant aucune malhonnêteté, ils se sont permis de tenir après la manifestation, une conférence de presse sans que les manifestants en aient été informés. L'attitude de tous ces agents publicitaires de l'Union de la gauche doit être pour tous les enseignants progressistes une leçon. L'unité pour les luttes futures dans l'éducation nationale comme partout doit se faire sur des bases de lutte de classe anticapitaliste. Pour cela, nous devons dénoncer toute récupération des partis de «gauche» qui, s'ils étaient au pouvoir, laisseraient en place avec quelques changements de détail la même école au service de la même classe, la classe bourgeoise et tous ses représentants quelle que soit leur étiquette. Si les revendications pour l'emploi et les conditions de travail sont justes et nécessaires, nous ne pouvons en rester là, il nous faut lutter contre la fonction même de l'école en système capitaliste qui est de reproduire la division capitaliste du travail et de former la jeunesse dans la soumission aux valeurs bourgeoises telles l'individualisme, l'arrivisme, le culte de la hiérarchie, la soumission devant les «spécialistes» de la science ou de la politique, le mépris du travail manuel et de la classe ouvrière, etc., tout cela que les révisionnistes essayent de cacher derrière le masque de la «laïcité» et de la «neutralité».

la France des luttes

Le siège de l'entreprise Pouteau occupé à Laval

Les établissements Pouteau emploient en Mayenne quelque 465 travailleurs qui produisent les éléments nécessaires à la construction de maisons préfabriquées. Depuis quelque temps déjà le patron a annoncé son intention de licencier 117 de ces 465 travailleurs. Cette menace de licenciement jointe au refus du patron de verser les salaires aux ouvriers est à l'origine de la décision des travailleurs d'occuper en permanence depuis le 29 septembre les locaux du siège de l'entreprise à Laval.

Voici à cet égard le texte d'un communiqué que les militants marxistes-léninistes de la Mayenne ont adressé aux travailleurs.

Depuis mai, la bourgeoisie capitaliste se joue des travailleurs en faisant miroiter son institution : le tribunal de Rennes, tribunal qui n'est qu'un comité gérant les affaires communes de la bourgeoisie capitaliste toute entière.

Depuis la bourgeoisie s'est moquée des ouvriers en ne leur proposant aucune garantie d'emploi.

La bourgeoisie en faisant trainer l'affaire a obligé certains travailleurs à quitter l'entreprise, pour préserver leur droit au travail.

Les travailleurs, n'ayant plus rien à perdre, se sont mobilisés à la base pour exiger dans l'immédiat les garanties de leur emploi et de leur salaire. Ils n'acceptent plus que la fin d'un chantier soit un motif de licenciement.

Les ouvriers et employés de chez Pouteau ont décidé, lors d'une assemblée générale le 29 septembre 1976, à la quasi unanimité, l'occupation permanente des locaux et le rassemblement de tous les personnels des agences au siège de l'entreprise. Un comité de grève, composé des délégués CFDT-CGT et de 3 autres travailleurs, et des commissions ont été mis en place. Le rôle de ces commissions est, entre autres : l'organisation de l'occupation des locaux ; les

femmes dans la lutte ; les relations (presse, syndicats, organisations politiques) ; le service d'ordre ; les travailleurs immigrés (nombreux chez Pouteau).

Seule la détermination des travailleurs et la solidarité des autres entreprises permettront aux ouvriers de chez Pouteau d'assurer la victoire contre le système capitaliste.

Les communistes marxistes-léninistes soutiennent la juste lutte des travailleurs de chez Pouteau et apporteront leur aide à la création d'un comité de soutien et de coordination à caractère de masse excluant tout cartel d'organisations et sous contrôle des grévistes.

«Pas un seul licenciement !»

«Unité à la base et dans l'action !»

GREVE AU LYCEE CAMILLE VERNET DE VALENCE

A Valence, dans la Drôme, au lycée Camille Vernet, les parents d'élèves et les enseignants avaient obtenu en 1975, grâce à leur action, des classes de 30 élèves au lieu de 40, amenant ainsi la création de six classes supplémentaires.

Mais à la rentrée, pour faire des économies sur le dos des élèves et des professeurs, le ministère de l'Éducation nationale n'a créé aucun poste. Et le recteur propose comme «solution» : des heures supplémentaires pour les professeurs !

Trouvant inadmissible les heures supplémentaires qui ne peuvent que nuire aux conditions de travail des professeurs et à l'enseignement donné aux élèves, et estimant que ces heures de cours pourraient être assurées par des maîtres-auxiliaires actuellement au chômage — plusieurs centaines dans l'académie —, les associations de parents d'élèves et les enseignants se sont mis en grève voici 4 jours pour exiger la création de nouveaux postes. La grève est suivie à 95 % par les professeurs qui, en assemblées générales, décident des actions à suivre avec les parents d'élèves.

Correspondante HR.

Le pouvoir dans sa tentative de briser le mouvement étudiant vient de subir un échec

On se souvient que devant la lutte pour l'abrogation du décret Soisson au printemps dernier, les étudiants de la faculté des Lettres de Toulouse-Le-Mirail avaient été durement frappés par la répression bourgeoise. Cinq d'entre eux notamment avaient été inculpés. Mercredi dernier était rendu le verdict concernant ces inculpations. Nous publions ici une déclaration du comité de parti de Toulouse du Parti communiste marxiste-léniniste de France faisant suite à ce verdict.

Ce mercredi 29 septembre a été rendu le verdict du procès intenté par la bourgeoisie contre le mouvement étudiant. En effet ce procès n'était pas celui de 5 individus, mais celui de tout le mouvement étudiant et de l'un de ses éléments les plus avancés, Bernard Mélier, militant marxiste-léniniste. C'est 5 mois d'une grève anticapitaliste au Mirail contre les réformes bourgeoises que le pouvoir a voulu sanctionner, 5 mois de lutte offensive : affrontement direct de l'appareil d'Etat et ses CRS, remise en cause profonde de cette société d'oppression.

Mais, de même que le problème des examens, devant la mobilisation étudiante (300 personnes le 19) et les risques «d'agitation sociale» à la rentrée, comme disent les bourgeois, le pouvoir a dû reculer malgré l'aide importante que lui a fournie le PCF. En effet, par UNEF-UEC interposés, le PC avait dénoncé les 2 000 étudiants réunis en assemblée générale pour séquestrer le recteur Chalin

(l'un des chefs d'inculpation) comme des «provocateurs». Il avait refusé de demander la libération de 23 camarades arrêtés lors de la manifestation du 13 avril, théâtre de violents affrontements des étudiants et des CRS. De plus, le jour du procès, l'UEC a publié un communiqué dénonçant «les gauchistes» et appelant ouvertement à la répression. Les étudiants ont vu clairement qui sont leurs amis et qui sont leurs ennemis.

Ainsi, alors que le procureur avait demandé des peines de 1 à 4 ans, le jugement rendu donne comme peine maximum 5 mois avec sursis pour Mélier, pour 3 inculpations.

C'est un premier succès du mouvement étudiant lors de cette rentrée qui doit lui indiquer la voie à suivre : oser lutter et s'organiser encore plus afin de mettre en échec toutes les manœuvres de la bourgeoisie de droite comme de gauche.

Toulouse le 29 septembre
Le comité du parti
de Toulouse

Campagne sécheresse

Un tirage supplémentaire du numéro spécial de la Faucille a été effectué.

Passez vos commandes et engagez dès maintenant la diffusion massive de ce numéro ainsi que de l'affiche.

La Faucille

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES LÉNINISTES DE FRANCE

Le deuxième numéro de septembre vient de paraître sur quatre pages grand format.

Dans ce numéro, une place importante est consacrée à l'œuvre révolutionnaire du président Mao Tsé-toung, notamment sur la question paysanne. Une page photo retrace le rôle du président Mao dans le mouvement paysan chinois et l'édification des campagnes socialistes.

Une place importante est également consacrée à la campagne engagée par les marxistes-léninistes contre les conséquences de la sécheresse et pour le soutien aux ouvriers agricoles et aux petits paysans.

Le prix du numéro : 2 F.

Passez vos commandes dès maintenant à l'adresse de l'Humanité rouge.

UNE NOUVELLE AFFICHE EST PARUE

SECHERESSE
ruine pour
les petits
profits pour
les gros !

- Indemnisation immédiate des petits-paysans leur assurant le minimum vital !
- Non aux licenciements d'ouvriers agricoles !

- Non à toute indemnisation des gros paysans, des spéculateurs et des profiteurs de la sécheresse !

SOLIDARITE OUVRIERS-PETITS PAYSANS CONTRE LA BOURGEOISIE CAPITALISTE

- Dénonçons les fausses solutions du programme commun

- Dénonçons le faux parti communiste défenseur des gros paysans et des trusts agro-alimentaires

- Il faut faire payer la sécheresse aux capitalistes des banques, de l'industrie, du commerce et de l'agriculture

L'Humanité Rouge La Faucille

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES LÉNINISTES DE FRANCE JOURNAL PAYSAN DES COMMUNISTES MARXISTES LÉNINISTES DE FRANCE

PASSEZ VOS COMMANDES

A L'HUMANITÉ ROUGE — ADMINISTRATION
BP 61 — 75861 PARIS CEDEX 18



informations générales

La police dans le métro

Le gouvernement continue la mise en place de son plan répressif

Jusqu'à une époque récente seuls des agents armés spécialisés de la RATP étaient chargés de la surveillance dans le métro ; et encore leur rôle était-il de protéger les caisses des guichets et non de contrôler les voyageurs. Le commissariat de police du quartier n'intervenait qu'à la demande expresse de la RATP.

Bien sûr outre ces interventions policières, les CRS faisaient de temps à autre incursion dans le métro pour y poursuivre des manifestants. Mais les millions de travailleurs qui empruntent le métro, le plus souvent pour se rendre à leur travail, n'étaient pas soumis comme cela va être le cas à une répression policière permanente. La police dans le métro évoquait alors surtout chez les Parisiens deux souvenirs : le temps de Vichy où elle y patrouillait pour faire régner la comme ailleurs l'ordre fasciste, et les morts de Charonne tués étouffés et matraqués par la police dans une bouche de métro au cours d'une manifestation durant la guerre d'Algérie.

Depuis deux ans Poniowski a redonné progressivement droit de cité à la police dans le métro. Il y a d'abord fait pratiquer des opérations coup de poing, et des bandes de CRS se sont mises à arrêter les passants pour leur demander les papiers d'identité et les contrôler, s'attaquant surtout aux jeunes et aux immigrés.

Puis la présence policière dans le métro est devenue de plus en plus fréquente notamment cet été. Depuis vendredi une brigade de soixante flics est chargée tout spécialement d'exercer la répression dans le métro : elle va patrouiller en permanence dans les couloirs et sur les quais ; les rondes, les contrôles et les opérations coup de poing vont être renforcés.

De janvier à juillet dernier les flics ont interpellé 270 000 personnes dont 8 000 ont été conduites au poste et seulement 830 mises à la disposition de la justice bourgeoise. En juillet 116 000 personnes ont été interpellées et 437 remises à la « justice ». Si cela continue

c'est toute la population de Paris et de banlieue qui emprunte le métro qui va être contrôlée et des dizaines de milliers de personnes qui seront fichées chaque année dans les commissariats.

LES MENSONGES DE PONIATOWSKI

Il cherche à faire croire que cette présence policière a pour but de mettre fin à « l'insécurité » dans le métro, que c'est pour cette raison que la police y sera do-

ment été la conséquence de la psychose de crainte et de suspicion à l'égard des travailleurs, immigrés entretenue par

Une certaine presse bourgeoise a cherché à faire croire que cet « accident » était dû à la présence dans le métro d'hommes « mal entraînés, mal préparés psychologiquement » et qu'il en irait tout autrement avec la police. Quel cynisme ! On sait comme les policiers jouent facilement de la gâchette surtout quand il s'agit de jeunes et de travail-

tro que des millions d'entre eux prennent chaque jour, que nulle part ils ne soient à l'abri de la répression !

Par ailleurs, il s'agit aussi d'une opération raciste. En déclarant que la présence policière avait pour but de mettre fin à une insécurité dont on a largement rendu responsables les travailleurs immigrés, ne nommant qu'eux d'ailleurs, on a cherché à relancer une campagne raciste visant à détourner l'attention des travail-



Vichy...



Comme du temps de Vichy, la police patrouille dans le métro.

tée de moyens de liaison radio perfectionnés.

Certes il y a de nombreux larcins commis dans le métro. Mais les syndicats des travailleurs de la RATP ont toujours insisté sur le fait que le seul remède efficace consistait à renforcer les effectifs que le pouvoir s'est au contraire acharné à réduire depuis plusieurs années par souci de rentabilité.

Par ailleurs les patrouilles de flics armés dans le métro vont au contraire augmenter l'insécurité d'une manière autrement dangereuse.

On se souvient de l'« accident malencontreux » survenu début août. Un contrôleur armé de la RATP a voulu contrôler un voyageur nord-africain ; croyant avoir affaire à un malfaiteur d'autres voyageurs sont allés prévenir un policier qui se trouvait à proximité ; le contrôleur prenant le policier pour quelqu'un qui venait à la rescousse du voyageur qu'il contrôlait l'a tué par balle avant d'être lui-même descendu par un autre flic. Ce far-west dans le métro et les deux morts qui en ont été les victimes, pour une fois des policiers, ont directe-

leurs immigrés. Il suffit de se souvenir des multiples « bavures » commises par les flics ces derniers mois : un automobiliste tué dans le 13e arrondissement de Paris par des flics qui cherchaient à piéger un malfaiteur, un employé de banque tué chez lui par des flics entrés par erreur alors qu'ils poursuivaient des voleurs, un jeune tué par « accident » cet été par un flic, etc.

LES VRAIES RAISONS DE LA BOURGEOISIE

Poniowski a de bonnes raisons, celles de la bourgeoisie exploiteuse, pour renforcer son quadrillage répressif alors que la crise capitaliste continue et s'approfondit dans notre pays comme ailleurs, suscitant le mécontentement et de nombreuses luttes. La police dans le métro, c'est, avec les opérations coups de poing, l'ilotage, etc., un des éléments de son vaste plan de répression des luttes du peuple : il faut que les travailleurs soient surveillés partout, y compris dans le mé-

tro de leurs objectifs de lutte, à rendre les travailleurs immigrés responsables de tous les maux.

Le gouvernement veut diviser la classe ouvrière et se débarrasser en les expulsant de France d'ouvriers qui luttent aux côtés des Français et sont même souvent à la pointe du combat comme à Chausson, aux Câbles de Lyon et à la Sonacotra.

Dans les 6 premiers mois de 76 il y a eu 2 015 expulsions contre 3 715 pour toute l'année 75 et les contrôles dans le métro sont un moyen supplémentaire pour en augmenter le nombre : entre le 22 juillet et le 6 septembre 22 travailleurs immigrés viennent déjà d'être expulsés à la suite de ces contrôles.

Il faut donc expliquer le véritable caractère de cette mesure afin que les travailleurs ne soient pas dupes, pour certains, des arguments fallacieux de « sécurité » et luttent contre la répression et le racisme dans le métro comme ailleurs.

Il faut lire et étudier les œuvres de Mao Tsé-toung

Nous allons débiter dans le prochain numéro une rubrique destinée à mieux faire connaître, apprécier et utiliser les œuvres du président Mao. Cette rubrique que nous poursuivrons pendant une semaine environ sera destinée non seulement aux camarades et lecteurs réguliers mais aussi au lecteur occasionnel que nous voulons intéresser à ces œuvres marxistes. En effet, comment utiliser les œuvres de Mao Tsé-toung ?

On peut tout d'abord les utiliser pour faire une étude approfondie de diverses questions. Mais il faut faire attention à ceci. Si Mao Tsé-toung a continué, développé, enrichi le marxisme-léninisme sur de nombreux points, c'est qu'il a su se servir du marxisme comme d'un guide pour l'action et lier de façon magistrale la théorie marxiste à la pratique de la Révolution chinoise. Ces œuvres sont consacrées à résoudre les problèmes soulevés par la marche de cette révolution. Pour les étudier de façon fructueuse, il faut donc dégager la méthode d'analyse employée par Mao, le point de vue prolétarien sur lequel il s'est placé, et replacer l'œuvre dans son contexte de manière à mieux pouvoir la comprendre, en assimiler le contenu et en tirer des enseignements plus généraux applicables dans d'autres situations.

Pour cette étude, on peut utiliser les œuvres choisies en quatre tomes assez complètes et d'un prix toutefois modique. On peut acquérir les « Textes choisis », recueil des œuvres principales, et certains textes parus en fascicules séparés ce qui présente un grand avantage (on peut les mettre dans sa poche, les avoir à son travail, etc.).

A côté de l'étude approfondie des œuvres du président Mao, il est également souhaitable de faire connaître le plus largement possible la pensée maotsetoung en dépassant les rangs de nos sympathisants. Nos camarades et lecteurs pourront utiliser avec fruit pour cela, en fonction de l'actualité et de l'intérêt spécifique des travailleurs qu'ils côtoient, les œuvres disponibles en fascicules séparés.

Par exemple, on peut offrir ou proposer « Rapport sur l'enquête menée dans le Hounan à propos du mouvement paysan » à un petit paysan ou à tout autre travailleur qui voudrait savoir sur quelle enquête Mao Tsé-toung s'est fondé pour définir l'importance de la paysannerie dans la Révolution chinoise. Cet ami lira alors peut-être avec intérêt « Comment analyser les classes à la campagne ».

« La démocratie nouvelle » peut intéresser un lecteur ou un travailleur du tiers monde désireux de savoir comment Mao Tsé-toung a appliqué le marxisme à la question de la Révolution démocratique antiféodale et anti-impérialiste, etc.

Quant aux citations du président Mao Tsé-toung, le fameux « petit livre rouge » il n'est pas question de l'utiliser de la façon dogmatique dont le recommandait Lin Piao qui conseillait notamment d'en apprendre des passages par cœur. Par contre il peut rendre des services en indiquant à quelle œuvre de Mao se reporter pour étudier telle ou telle question.

UN NOUVEAU PÉRIODIQUE DE RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

La revue trimestrielle Commerce extérieur de Chine (comme sous son titre anglais China's Foreign Trade) est désormais disponible en français à compter du No 3/1976.

Cette revue expose les principes et la politique de la Chine en matière de commerce extérieur et présente de nombreuses informations sur les réalisations scientifiques et techniques.

Abonnement 1 an : 14 F à adresser à E-100 — 24 rue Philippe de Girard - Paris - 10e.

Le No 3 est gratuit sur simple demande (joindre un timbre pour frais d'envoi).

ÉCOUTEZ LES RADIOS RÉVOLUTIONNAIRES

PÉKIN

Heures de Paris	Longueurs d'ondes
19h30-20h30	sur 45,7 et 42,5 m
20h30-21h30	sur 45,7 et 42,5 m
21h30-22h30	sur 45,7 et 42,5 m
22h30-23h30	sur 42,7, 42,4 et 45,9 m

TIRANA

Heures de Paris	Longueurs d'ondes
17h	sur 31 et 42 m
22h	sur 31, 42 et 215 m
23h30	sur 31, 41 et 206 m



culturel

Un début à tout

Une nouvelle de
Dominique Pagelle

«La grève quoi...» rugit Michel. Devant ses yeux la belle tête de cadre disparut de sur ses épaules et il y fit se succéder à toute allure celles de tous les «Monsieur-le-directeur-adjoint», féroces et butées après la fatidique lecture de ses certificats. Il plaça ses deux mains sur le bureau et se pencha très fort par-dessus...

«Espèce d'ordure. Tu voulais m'acheter. On peut louer mes bras mais pas m'acheter. Heureusement que t'as pas lu mes certificats. T'aurais pas fait une affaire avec moi.»

Droit comme un I majuscule il regagna la porte. A sa sortie le petit groupe d'ouvriers l'applaudit. Cela lui rappela des choses désagréables mais aussitôt quelqu'un sortit des rangs et lui serra vigoureusement la main :

«Bravo mon gars ; c'était bien envoyé. Même sans boulot un ouvrier c'est un ouvrier ; c'est comme ça» En discutant ferme ils lui firent un bout de conduite jusqu'à la grille.

V

A 7 heures et demie sa femme n'était pas rentrée. Tout en essayant de s'occuper des enfants, il se faisait un sang d'encre. Il reconstituait la journée de Jacqueline pour trouver les raisons possibles de son retard. Rien ne tenait debout. A plusieurs reprises il voulut partir à l'usine mais les enfants ne pouvaient rester seuls. De toutes façons elle devait être fermée. Il était sûr que c'était dû à la grève. Il fallait absolument que Jacqueline se tienne à l'écart.

La clef tourna dans la serrure. Jacqueline tenait sur sa figure un tampon blanc rougi de sang. Elle s'assit sans dire un mot et ne bougea plus. Michel écarta doucement la main qui tenait le tampon. Il y avait sous l'œil une plaie bleuâtre et sanguinolente. Les enfants effarés se tenaient à distance. Le reste du visage était blanc comme du papier ; ses mains tremblaient.

«Il faut voir un docteur tout de suite»
«C'est déjà fait. C'est pas grave.» Elle sortit un flacon de sa poche ;
«il faut faire des compresses avec ça.»

Pendant qu'il préparait une nouvelle compresse elle attira ses enfants contre elle. Bouches ouvertes ils lui faisaient des yeux de soucoupes.
«Qu'est-ce qui s'est passé ?» demanda Michel en posant la compresse. Elle eut un sursaut douloureux.

Athlétisme

Les patrons «démissionnés»

LES GRENOUILLAGES

Conséquences de la «sortie» du gouvernement Chirac, de l'échec de la politique sportive de la bourgeoisie notamment aux dernières Olympiades de Montréal, mais surtout des luttes entre cliques et fractions de la bourgeoisie, l'athlétisme en France est en crise et 2 de ses patrons ont été littéralement «démissionnés», ainsi que toute son équipe d'entraîneurs. Les mauvais serveurs sont sanctionnés : ils ont saboté le «prestige de la France», ce prestige d'une France capitaliste qui peut s'honorer d'avoir trouvé en Guy Drut un parfait ambassadeur. Lui aussi s'en va. Tout fout l'camp, comme dit la chanson. Il va falloir se trouver un autre moyen pour avoir du prestige, n'est-ce pas Giscard ? Autre politique, autres serveurs. Au revoir Dubreuilh, Dasriaux, Drut. Bonjour Soisson, Duda. Des nom connus ou inconnus, peu importe, de toute manière ils n'ont qu'une seule tâche assignée par la bourgeoisie : la servir.

LES GROS SABOTS DU PCF

A ce propos, un détail amusant : le dénommé Christian Dubreuilh, comme l'a confirmé le secrétaire général de la Fédération française d'athlétisme (FFA), Pierre Dasriaux l'autre «démissionné» — Dubreuilh donc affiche des sympathies pour les révisionnistes. Dasriaux a en effet déclaré samedi à Europe 1 :

«Je suis intinement convaincu qu'il y a des raisons politiques à la mise à l'écart de Christian Dubreuilh. Les opinions du directeur technique n'ont jamais été un mystère pour personne. On connaissait ses attaches avec le Parti communiste lorsqu'il a pris ses fonctions. Tout le monde le savait au secrétariat d'État. Je pense que maintenant cette situation est jugée incompatible avec l'exercice de ses fonctions et que l'on a précipité la décision de le renvoyer en s'appuyant sur des raisons techniques. M. Dubreuilh a parlé de règlement de compte. Je cautionne cette opinion»

Ce qui fait dire à Yann Le Floch, dans «L'Humanité» : «Le président de la FFA et sa majorité se privent d'hommes qui avaient, réellement, entre leurs mains, les rênes de l'athlétisme français». N'est-ce pas bête de perdre autant d'alliés aussi importants dans l'appareil d'État, Marchais ? Ainsi donc en critiquant «un pouvoir qui n'a rien fait et ne désire rien faire en faveur de l'athlétisme

ou d'un autre sport olympique» comment le PCF explique-t-il, lui qui prétend défendre les intérêts des travailleurs, puisque ses alliés tenaient les rênes en main, comment explique-t-il donc que la politique sport-

communique avec «Thomson» contre 5 millions de nouveaux francs. Ces intérêts sont ceux aussi des arsenaux militaires (la DTCN) qui ont négocié un contrat publicitaire avec Tabarly : un million de main d'œuvre

au profit de l'armée et de ses arsenaux ! On pourrait citer des exemples de ce gabarit pendant des kilomètres... Alors messieurs Giscard et Marchais, vous pouvez vous bouffer le nez pour savoir qui sera le meilleur



La politique de la bourgeoisie est partout pareille, en sport comme dans d'autres domaines. Ici, Pelé au milieu de ce qui lui remplit les poches.

ve appliquée ne fasse aucune différence avec les «autres» politiques bourgeoises. Ces messieurs Dubreuilh et Dasriaux n'ont-ils pas appliqué la politique du pouvoir ? Comme par exemple celle énoncée par Mazeaud, juste après la victoire de Drut à Montréal : «Pour qu'il y ait un plus grand nombre de Français sur les stades, il faut encourager l'élite... Nous avons les structures qu'il faut... Il faut maintenant des laboratoires du sport et passer aux techniciens... car le sport d'élite est incitateur... Il conduit à essayer de ressembler à des modèles... La France a investi 13 millions de francs dans la préparation des jeux, la plus forte somme des pays d'Europe». Une belle théorie qui n'est pas sans rappeler les élucubrations criminelles des fascistes.

BLANC BONNET ET BONNET BLANC

Et Guy Drut ? Ce chaud partisan de la bourgeoisie au pouvoir, était le conseiller attitré de Chirac. Alors comment est-il possible qu'en même temps un homme à Chirac et un homme à Marchais puissent participer tous les deux à ce fameux «prestige de la France» ? C'est simple : ils défendaient tous les deux les mêmes intérêts, ceux des trusts et des patrons, ces patrons qui payent Alain Colas pour qu'il se rase avec «Mennen», que «Trigano» est le meilleur, moyennant 3 millions de nouveaux francs, qu'il

gratuite pour construire son «Pen Duick VI» contre 10 ans d'une part de propriété sur le bateau et 10 ans de publicité et de relations publiques assurées par Tabarly

pour représenter le prestige... de la bourgeoisie ! Vous êtes du côté des exploités. Cela un jour tous les travailleurs vous le feront payer.

Drut veut toucher des enveloppes «honnêtes»...

«J'abandonne le sport, il est pourri». C'est Guy Drut, la «gloire» des Jeux de Montréal qui parle. On en parle un peu trop de ce départ, comme s'il s'agissait de lui faire encore un peu plus de publicité. Cela n'est peut-être pas inutile, en effet, pour pouvoir vendre par la suite les slips «Drut», les savonnettes «Drut», etc. C'est dans une grande «tranquillité d'esprit» que Drut donne un tel point de vue sur le sport amateur. «Il faut que cela se sache, a-t-il déclaré à Paris-Match, tous les amateurs touchent des enveloppes. L'importance de ces primes données par les organisateurs des réunions est fonction des revenus de l'athlète, de ses titres, de ses performances et du temps qu'il passe sur le stade... Tout le monde est au courant de cette situation hypocrite, mais tout le monde fait mine de l'ignorer.» Ce qui fait la tranquillité d'esprit de Drut, c'est qu'il se loue de sa (subite) honnê-

té. Mais cet état de fait dans le sport amateur (comme professionnel : l'intéressement et le pourrissement par le sport), M. Drut l'a bien «supporté» pendant 13 ans, sans se plaindre. Mais imaginez un inconnu, nommé Drut, déclarer il y a 10 ans la même chose : qui aurait fait attention à lui ? Or, aujourd'hui, avec un tel fracas, — et c'est ce qui fait à nouveau sa tranquillité d'esprit — Drut va toucher des enveloppes bien plus grosses et... «honnêtes».

Parce que Drut estime bien sûr que vendre des parfums, des vêtements à son nom, ce n'est pas profiter malhonnêtement du peuple en lui faisant acheter des vêtements qui tout en ayant la même qualité que tous les vêtements du monde seront bien meilleurs parce que ce seront des Drut ! Allons donc M. Drut, ce que vous faites, c'est simplement «légaliser» cette hypocrisie qui a accompagné 13 ans de votre vie.



Pour la correspondance
avec le journal
téléphonez au : 607-23-75

QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN
NE LE JETEZ PAS!
DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE!

L'Humanité Rouge

enquête

Les petits paysans et les conséquences de la sécheresse

« Le gouvernement a bien joué » disent avec amertume bon nombre de paysans, à propos de la campagne de presse sur l'impôt sécheresse. « Le gouvernement a voulu diviser les agriculteurs et les ouvriers » ajoutent-ils. Lorsqu'on bavarde un peu avec un agriculteur, petit ou moyen, c'est en général, cette question qui revient souvent au premier plan.

Dès que la gravité des conséquences de la sécheresse a été connue, c'est à dire dès cet été, l'État, son gouvernement, sa presse ont lancé à travers le pays l'idée, combien de fois répétée, que les petits paysans étaient les éternels subventionnés, qu'ils étaient en fin de compte une masse de parasites vivant au crochet des autres. C'est sur cette base que le gouvernement a lancé sa fameuse idée d'impôt spécial pour payer les indemnités. Le pouvoir a ainsi volontairement entretenu jusqu'à la révélation du « plan Barre », le 22 septembre, l'idée que les travailleurs des villes allaient « payer » la sécheresse.

Bien sûr, après le 22 septembre, on savait que la très grande majorité des ouvriers et employés n'allaient pas être touchés par l'impôt. Seulement, l'idée était là : c'est la ville qui entretient la campagne.

Concrètement cela se traduit par des réflexions des travailleurs, au marché de la ville, lorsqu'un paysan passe : « Les voilà les plus heureux ».

La division est là, présente entre ouvriers et petits paysans.

Sur ce point, la tâche des marxistes-léninistes est lourde : il faut développer la solidarité ouvriers-petits-paysans contre le régime capitaliste. Il faut UNIR.

Concrètement cela signifie prendre toutes les initiatives possibles à la ville et à la campagne pour UNIR petits paysans et ouvriers. Il y a un rassemblement de chômeurs sur un quartier, une grève dans une usine, les marxistes-léninistes font venir des petits paysans pour qu'ils soutiennent et expliquent leur situation et leur lutte. Il y a une manifestation paysanne, les marxistes-léninistes doivent se préoccuper d'y amener des ouvriers ou des chômeurs pour la solidarité et le soutien.

C'est une question politique fondamentale. C'est dans le but d'essayer de faire mieux connaître la situation des petits paysans touchés par la sécheresse que nous commençons aujourd'hui la publication d'une enquête réalisée récemment dans plusieurs départements.



Orne

La sécheresse a commencé à se faire sentir en juin, au moment des foins. Il n'y avait plus d'herbes dans les pâtures. Une partie importante du foin fauché a dû être donné sur place aux bêtes. Les petits éleveurs ne pouvaient pas faire autrement étant donné que leur production laitière est au maximum en été.

Les petits paysans n'ont pu ramasser qu'un tiers, des fois beaucoup moins, de fourrages pour l'hiver. D'autre part, dès l'été la production de lait a baissé de manière importante parce que les troupeaux n'avaient pratiquement rien à manger. Les prairies étant entièrement grillées. Pour toute cette période fin du printemps-été, la perte pour un troupeau d'une dizaine de vaches est de 500/600 litres au plus. Cela représente entre 4 000 et 5 000 francs de perte, presque le revenu annuel de ces petites exploitations. Cette année ce sera le revenu zéro pour beaucoup.

Dès le mois de juillet, s'est posé pour le petit éleveur, en plus du problème de la chute de la production, celui du manque de fourrage pour l'hiver prochain.

Pour le paysan moyen, la situation est un peu différente.

Beaucoup d'entre eux font ce qu'on appelle du « lait d'hiver », grâce à des ins-

titation aura servi à financer l'opération au bénéfice des gros et des moyens.

Les petits éleveurs, pour pallier le manque de fourrage, auront acheté à des négociants un peu de paille. Mais, eux, n'ont pas les moyens d'y ajouter d'autres aliments composés pour équilibrer la nourriture des bestiaux. Le résultat aura été le développement de maladies digestives pour leurs bêtes entraînant une chute à zéro de leur production laitière.

En plus de cela, il y a l'augmentation effrénée des prix industriels. Le prix des aliments de bétail, par exemple, a augmenté de près de 20% cet été. Et ces aliments seront à la base de la nourriture cet hiver pour les troupeaux. On ne trouve pas de tourteaux en dessous d'un franc le kilogramme soit 1 000 F la tonne, c'est-à-dire le même prix que le foin. Le soja est vendu maintenant à 1,50 F le kilo.

Il faut ajouter encore que l'on rentre dans la période des paiements des fermages et des charges diverses.

Beaucoup de petits éleveurs ont une trésorerie complètement vide et ne savent pas actuellement comment ils feront pour passer l'hiver.

UNE TRÉSORERIE A SEC ET DES INDEMNITÉS DE MISERE

Et ce ne sont pas les indemnités du gouvernement qui vont leur permettre de



tallations souvent coûteuses. Leur production de lait de l'hiver dernier n'a pas souffert et ils ont pu rentrer de l'argent. Ensuite, ces élevages ont moins besoin de pâture pour l'été ; ils ont pu acheter un peu de tourteau ou d'orge pour leur cheptel, et même s'ils ont vendu quelques bêtes, on ne peut pas dire que leur situation est aussi difficile que pour les petits.

« OPÉRATION PAILLE, OPÉRATION POUR LES GROS »

On a beaucoup fait de publicité autour des opérations paille lancées par la Fédération de Debatisse et appuyées par le gouvernement. En fait, tout le monde n'aura pas profité de ces opérations.

Sur le département de l'Orne, très peu de petits éleveurs avaient les possibilités matérielles d'y participer. Beaucoup étant encore adhérents à la fédération, leur co-

pressionnante. On retrouve l'image de ces régions de l'Ouest verdoyant, d'autant qu'il y a encore un mois, on ne voyait que la terre et l'herbe rase grillée.

Seulement l'herbe qui pousse au mois de septembre n'a pas la même valeur qu'au printemps. D'ici un mois, les bêtes ne pourront plus sortir et l'herbe ne poussera plus.

Si l'on compte bien, les problèmes sérieux se poseront à la charnière de l'hiver et du printemps ; pour certains ce sera au cours de l'hiver, en janvier-février. Les vrais problèmes, c'est-à-dire plus de réserves, et plus d'argent. Et pour eux, pas question d'emprunts. L'expérience a montré que cela n'était qu'un sursis d'une ou deux années pour être en définitive complètement ruiné. En plus, aux yeux du Crédit agricole, ces paysans ne sont pas jugés « solvables » c'est-à-dire rentables pour les monopoles financiers et agro-alimentaires.

LES LIMITES DES SOLUTIONS INDIVIDUELLES ET LA NÉCESSITÉ DE L'ACTION DE MASSE

Pour s'en sortir le premier réflexe sera de vendre une ou deux bêtes, peut-être plus, et se serrer la ceinture. D'autres qui ont un hectare ou plus, vendront un hectare ou plus. Mais ce sont des mesures à court terme ne réglant aucun problème. La seule solution en définitive sera d'engager l'action collective pour rester à la terre.

Engager l'action n'est pas facile, d'abord parce que beaucoup n'ont pas encore conscience que les difficultés actuelles ne viennent pas en réalité de la sécheresse mais du capitalisme qui se sert de la calamité pour les piller jusqu'au bout. Ensuite il y a l'isolement. Les petits paysans sont souvent adhérents au syndicat mais ne sont pas chauds pour l'action, car l'expérience passée leur a montré qu'ils se sont battus en fait pour les gros et qu'ils ont été dupés.

L'action à la campagne ne pourra se faire que si l'isolement est rompu et l'explication des causes est faite correctement. Pour cela, il faut s'organiser. Il faut que les petits paysans reprennent confiance dans leur force et s'unissent. L'autre tâche sera de bien désigner les ennemis des amis.

L'ennemi, ce sont les capitalistes, notamment de l'agro-alimentaire qui volent le fruit de leur travail, et les gros qui profitent des avantages et spéculent sur leur dos. L'ennemi c'est l'État et son gouvernement qui font la politique suivant les intérêts des capitalistes et des gros.

L'ennemi ce sont encore les faux amis de l'Union de la gauche qui veulent utiliser les conséquences politiques de la sécheresse à des fins électorales, mais qui en fait défendent les nantis à la campagne et les industries agro-alimentaires.

(A suivre).